

**Turquie** Le « modèle turc » ? Une croissance économique soutenue, une identité musulmane forte et une histoire singulière de laïcité étatique. Beaucoup rêvent de l'appliquer aux nouveaux régimes issus des « révolutions » de 2011. Cela est-il possible ? Trois spécialistes en débattent.

## L'illusion d'un modèle ?

Propos recueillis par Laurence D'Hondt

**H**amit Bozarslan est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et auteur de nombreux ouvrages. Le dernier s'intitule *Sociologie politique du Moyen-Orient* (La Découverte, 2011, 10 euros). Alican Tayla est un jeune chercheur à l'Institut des relations internationales et stratégiques (Iris) et spécialiste de la Turquie. Nedim Gursel est un écrivain turc. Son livre, *Les Filles d'Allah* (Le Seuil, 2009, 21,50 euros), a fait l'objet d'une poursuite judiciaire en Turquie pour « blasphème », une première. Nous avons confronté leurs points de vue sur le « modèle turc » que certains voient aujourd'hui comme un horizon dans les pays ayant connu leur « printemps arabe ».

■ **Le mode de gouvernement en Turquie est souvent cité comme modèle susceptible de répondre aux défis de l'ère post-révolutionnaire des pays du monde arabe. Mais qu'est-ce que le « modèle turc » ? Peut-il s'appliquer à des États qui ont connu une histoire différente de celle de la Turquie ?**

□ **Alican Tayla** - Il faut clairement savoir de quoi on parle : quand on évoque le « modèle turc », parle-t-on d'un pays musulman qui a mis en place des institutions laïques et démocratiques, ou évoque-t-on un pays qui possède des institutions laïques et démocratiques, mais est dirigé par un parti dit « islamiste » ? Je crois que lorsque le parti tunisien Ennahdha



D. R.



D. R.

De haut en bas : Hamit Bozarslan et Alican Tayla. Page de droite : Nedim Gursel ; en bas, en juin dernier, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan est réélu... comme un président !

parle du modèle turc, il pense au modèle donné par le parti AKP, la formation de Recep Tayyip Erdogan actuellement au pouvoir. En revanche, lorsque l'Occident parle du modèle turc, il pense davantage à un pays musulman et démocratique. Cela dit, les deux approches posent désormais



Gamma

« **L'AKP EST UN PARTI CONSERVATEUR QUI EST EN TRAIN DE CONNAÎTRE UNE DÉRIVE AUTORITAIRE, ISLAMISTE OU NON.** » NEDIM GURSEL



D.R.

un sérieux problème : la Turquie est en effet en train de démentir son « modèle » depuis 2007. Elle connaît une dérive autoritaire incontestable sur le plan du respect de la liberté d'expression, de l'indépendance de l'appareil judiciaire ou de la séparation des pouvoirs...

□ **Hamit Bozarslan.** Il semble que l'humanité ait régulièrement besoin d'avoir des modèles. Le « modèle allemand » en est un exemple récent. Ce sont des modèles de courte durée, qui agissent comme un miroir rassurant.

Selon moi, il faut surtout distinguer la Turquie comme État et la Turquie comme régime politique. L'État turc n'est pas un modèle pour les pays arabes car il est le produit d'une histoire singulière, très marquée par la laïcité et très différente de celle des pays arabes. Ceux-ci sont passés, au cours du XX<sup>e</sup> siècle, de la colonisation à des régimes autoritaires. En revanche, il y a un modèle de gouvernement mis en place par l'AKP qui peut séduire le monde arabe. Ce modèle puise sa force dans le fait ➔



d'avoir corrélié une demande conservatrice venant de la société et une réponse conservatrice venant du pouvoir. Ce conservatisme se décline en plusieurs points : un ordre moral assez strict, une économie néolibérale, un retour aux valeurs musulmanes et l'évocation d'une grandeur et d'une domination politique qui flattent le sentiment nationaliste.

■ **Quelle est la place de l'islam dans ce régime ?**

□ **Hamit Bozarslan.** L'islam n'est

classes sociales, qui est d'ailleurs habilement contrebalancée par la mise en place d'une politique de charité auprès des classes défavorisées. La défense d'une économie libérale, associée à une politique sociale fondée sur la charité, est très efficace dans la mesure où elle touche de très larges catégories de la société. C'est ce modèle qui peut inspirer les Frères musulmans en Égypte ou le parti Justice et développement au Maroc.

□ **Nedim Gursel.** En tant qu'écrivain,

Turquie. J'avais été condamné précédemment au nom de l'article 159 du Code pénal pour offense aux forces de sécurité, à la publication de mon livre *Un long été à Istanbul*, mais c'était en 1980, dans la foulée du coup d'État militaire. Cela dit, je ne pense pas pour autant que le parti AKP d'Erdoğan soit particulièrement soucieux de religion ; ses dirigeants sont imprégnés de religion et ont été formés dans le giron des partis islamistes, mais l'AKP est avant tout un parti conservateur qui est en train de connaître une dérive autoritaire, islamiste ou non. Je crains aujourd'hui une évolution à la russe, avec un changement de premier ministre contre la présidence et vice versa, mais sans que le pouvoir ne change véritablement de main.

■ **Beaucoup dénoncent aujourd'hui la dérive autoritaire. Quels sont les facteurs qui ont déclenché ce nouvel autoritarisme ?**

□ **Alican Tayla.** Les thèmes qui ont permis à l'AKP d'accéder au pouvoir étaient la croissance économique et l'adhésion à l'Union européenne. L'AKP était donc d'abord très occidentaliste. Cela a changé. L'année 2007 a été, à cet égard, une année charnière : l'AKP a été réélu, ce qui lui a donné une énorme confiance sur le plan intérieur. Simultanément, la France de Nicolas Sarkozy a clairement déclaré que la Turquie n'entretrait pas dans l'Union européenne, ce qui a poussé la Turquie vers une nouvelle politique étrangère, baptisée « zéro problème avec les voisins ». Progressivement, l'AKP a mis la main sur tous les pouvoirs, mais également sur l'enseignement, les universités et les groupes de presse. Au fond, je pense que ce n'est pas tellement la laïcité qui est menacée aujourd'hui, mais d'abord la démocratie elle-même. Concrètement, il y a une centaine de journalistes en prison, des centaines d'étudiants et de Kurdes emprisonnés sans jugement. Le procès Ergonekon, qui vise à l'origine un groupe de militaires soupçonnés de vouloir renverser Erdoğan, permet par ailleurs à l'État de mettre en prison qui il veut. Il se focalise surtout la mouvance militaire

## Un « modèle » peut en cacher un autre...

Lorsqu'on parle de modèle, l'une des premières réactions est de se demander si ce modèle en est vraiment un. Car le mot est trop « exemplaire » pour qu'on y adhère les yeux fermés. C'est donc les yeux ouverts que la journaliste Martine Gozlan a voyagé dernièrement en Turquie, le regard braqué sur le sort des journalistes, celui des universitaires ou des minorités. Inutile de dire qu'elle y découvre ce qu'elle cherche quand, un beau matin, elle voit passer un camion avec des hommes menottés et manifestement raflés à l'aube. Ils ne sont autres que des journalistes, partis rejoindre leurs soixante-sept collègues qui croupissent déjà croupissent déjà derrière les barreaux. Parmi eux, Nedim Sener qui avait enquêté sur l'assassinat de Hrant Drink, un intellectuel d'origine arménienne abattu en 2007.

Martine Gozlan poursuit ainsi son enquête à travers une Turquie qui semble se muer lentement mais sûrement en un régime autoritaire, où l'on regarde bien ses voisins avant de parler et où les manuels scolaires portent la trace d'une histoire révisée, à travers laquelle la journaliste voit la main de l'islamisme « modéré ». Le livre de Martine Gozlan va plus loin : il s'insurge contre la nouvelle expression « islamisme modéré », en dénonçant son usage par « des consciences inquiètes, soucieuses de trouver un nouveau concept souple qui éloigne l'islamisme et présente l'avantage de réaffirmer l'empathie avec l'islam ». Un livre comme une charge de cavalerie... trop française ? ■

► *L'Imposture turque*, Martine Gozlan, Éd. Grasset, 2011, 9 euros.

qu'un élément de ce régime, il n'est pas le seul moteur. L'AKP défend une orthopraxie, soit une pratique normée de l'islam. Cela veut dire que le régime ne va pas toucher à l'ossature institutionnelle de la démocratie ni au droit civil, mais que, dans la pratique, l'islam s'impose comme une norme acceptée. Ainsi, dans chaque quartier, on peut boire de l'alcool, mais seulement dans une rue ou deux. Ce n'est pas un régime djihadiste qui veut mettre une économie islamique en place et rêve d'une communauté de croyants où existerait une égalité parfaite entre ses membres. Le régime de l'AKP et la société turque acceptent clairement une différence entre les

j'ai été surpris par la condamnation pour blasphème de mon livre *Les Filles d'Allah*. La Turquie prétend être un pays laïc. Il ne devrait donc pas exister dans un pays laïc de délit pour blasphème. Selon l'article 216 du Code pénal turc, le procureur a demandé une peine de prison ferme de six mois à un an pour avoir dénigré les valeurs religieuses de la population. C'est la première fois qu'un auteur est poursuivi pour offense à la religion en

« CE N'EST PAS TELLEMENT LA LAÏCITÉ QUI EST MENACÉE

AUJOURD'HUI, MAIS D'ABORD LA DÉMOCRATIE ELLE-MÊME. » ALICAN TAYLA



Gammu

À Istanbul, 30 000 turcs manifestent le 30 mai 2011 :  
un an plus tôt, un raid israélien contre une flotille pour Gaza avait fait plusieurs morts.

et nationaliste, au nom de la lutte contre le terrorisme. Cinquante pour cent des arrestations dans le monde ont lieu aujourd'hui en Turquie au nom de cette lutte.

□ **Hamit Bozarslan.** Je ne conteste pas cette répression, mais je pense qu'elle est relativement bien acceptée par la population turque dans la mesure où sa demande économique est satisfaite et où elle est soucieuse d'un ordre moral qui est garanti par le pouvoir. Celui-ci fait miroiter l'idée que la Turquie est une grande puissance fondée sur la croissance économique, alliée à une identité musulmane forte. Les opposants au régime ne sont pas en mesure aujourd'hui de le déstabiliser. Parmi eux il y a les Kurdes, bien sûr, mais ils sont des opposants de toujours. Il y a aussi la bourgeoisie intellectuelle, mais elle est minoritaire. Il y a également le vaste conglomerat de kémalistes nationalistes, mais ils sont divisés et discrédités par de multiples

tentatives de coups d'État. Il y a, enfin, le parti d'extrême droite, mais ce dernier appuie toute initiative autoritaire.

■ **Quelles sont, selon vous, les ambitions géostratégiques de la Turquie ?**

□ **Hamit Bozarslan.** La Turquie ne peut s'imposer comme modèle. Les pays arabes rejettent une Turquie qui voudrait s'imposer. L'Algérie vient d'ailleurs d'en donner l'exemple en remettant sévèrement la Turquie à sa place lorsque le premier ministre Erdogan a évoqué les crimes commis par la France en Algérie. L'Algérie a rappelé à la Turquie qu'elle était membre de l'Otan au moment de la répression française en Algérie et qu'à ce titre elle n'avait pas soutenu l'indépendance algérienne. Le régime AKP peut néanmoins inspirer les pays arabes, même si, selon moi, il existe de nombreux obstacles à une hégémonie de la Turquie sur la Méditerranée. D'abord, le fait que les pays arabes ne veulent plus être des provinces de

l'Empire ottoman – et ne le seront plus. Ensuite, le fait que l'économie turque n'est quand même pas suffisamment puissante pour injecter de l'argent dans les pays arabes, contrairement à l'Arabie Saoudite et le Qatar. Enfin, la Turquie ne peut se passer de son alliance avec les États-Unis ni porter l'étendard de la cause palestinienne.

□ **Alican Tayla.** Il y a un élément historique qu'il ne faut pas oublier : la Turquie a gardé un fond de mépris à l'égard des pays arabes. La Turquie a suivi le printemps arabe, mais de loin. Dans l'*establishment* turc, il y a toujours eu une volonté de se distinguer du monde arabe. Aujourd'hui, la Turquie essaie d'être plus fraternelle avec les pays arabes, en ayant notamment des actions en faveur de la cause palestinienne. Mais si le printemps arabe flatte l'AKP d'Erdogan, celui-ci reste fidèle à un axe fondamental : celui qui le lie à l'Otan et aux États-Unis. Dans sa position à l'égard de la Syrie, cela est très palpable. La Turquie s'est très vite alignée sur la position américaine, alors même qu'Erdogan appelait Bachar al-Assad son « frère ». ■

« LA TURQUIE NE PEUT SE PASSER DE SON ALLIANCE

AVEC LES ÉTATS-UNIS. » HAMIT BOZARSLAN